

DES OFFRES DÉDIÉES POUR
FONCTIONNAIRES &
AGENTS DE L'ÉTAT

PACK NGOMNA
BASIC | CONFORT | SERENITY | PRIVILEGE
PROFITEZ DES SERVICES BANCAIRES
SELON VOTRE REVENU

www.cca-bank.com




222 51 80 80
WhatsApp
698 503 219

N° 01971 du Jeudi 30 Juillet 2020

9^{ème} année

400 FCFA

www.leconomie.cm

L'ECONOMIE

Quotidien

EST ET EXTRÊME-NORD
Plus de 400 millions FCFA
pour l'entrepreneuriat
agricole

P-4

L'Economie Media Group Tel : (237) 242 00 17 31 / 695 922 556 / 677 482 549 www.leconomie.cm Directeur de la publication : Thierry EKOUTI

STRATÉGIE

Orange se met avec Google pour
accélérer sa transformation digitale

P 5



ALERTE

Plus de 8 millions
de fumeurs exposés
au Coronavirus

P 3



PRODUITS ALIMENTAIRES

La hausse des prix
se poursuit à
Yaoundé et Douala

P 3



STOCK DE SÉCURITÉ

200 000 tonnes de riz
à importer pour le
reste de l'année 2020

◆ Cette décision du gouvernement suscite des commentaires au sein de l'opinion surtout dans un contexte où on parle de la production et de la consommation locale.

P 2

STOCK DE SÉCURITÉ

200 000 tonnes de riz à importer pour le reste de l'année 2020

Cette décision du gouvernement suscite des commentaires au sein de l'opinion surtout dans un contexte où on parle de la production et de la consommation locale.

C'est décidé. Le gouvernement camerounais va constituer un stock de riz de sécurité. C'est du moins ce que révèle une correspondance adressée au directeur général de la société Sonam (premier importateur de riz au Cameroun en 2019) par Louis Paul Motaze, ministre des Finances. « Je fais suite aux Très Hautes directives de monsieur le président de la République relatives à la constitution d'un stock de sécurité de 200 000 tonnes de riz en exonération des droits et taxes de douane à l'importation, à l'effet de couvrir les besoins du marché national pour le reste de l'année 2020 » peut-on lire dans la correspondance du Minfi, datée du 5 juin 2020.

Dans la même veine, Louis Paul Motaze souligne : « En exécution desdites prescriptions, j'ai l'honneur de vous faire connaître que compte tenu de votre quota de 70 000 tonnes de riz à importer en exonération totale des droits et taxes de douane, je vous engage à répercuter la dépense fiscale induite sur le prix de vente desdites denrées. Le directeur général des douanes est instruit dans ce sens ». Cette décision du ministre des Finances suscite de nombreux commentaires. Car, elle intervient au



moment où le gouvernement s'est engagé à donner la priorité au développement de la production locale afin de réduire les importations des produits qui plombent la balance commerciale. Parmi ces produits figurent en première ligne le riz. La production locale de cette denrée permettra également de répondre à la demande. Cette année par exemple, le pays compte produire 140 710 tonnes pour une demande de 576 949 tonnes. Au ministère de l'Agriculture et du développement rural (Minader), il a été mis en place un programme

Suivant le Document d'orientation budgétaire, le Cameroun a en 2019 importé 905 107 tonnes de riz pour une dépense fiscale de 79,1 milliards FCFA.

d'aménagement de 35 700 hectares de riz qui devrait permettre d'ici 2023, de fournir 350 000 tonnes supplémentaires au pays.

Suivant le Document d'orientation budgétaire, le Cameroun a en 2019 importé 905 107 tonnes de riz pour une dépense fiscale de 79,1 milliards FCFA. En matière de dépenses fiscales, « l'exonération de TVA et des droits de douane sur le riz est la mesure la plus coûteuse. Elle a représenté 3,5% de recettes fiscales en 2018 ».

Hervé Fopa Fogang

Des atouts pour produire

Ce sont au total 10 opérateurs qui ont importé du riz au cours de l'année 2019. Dans une correspondance adressée aux président des importateurs de riz du Cameroun, le ministre du Commerce souligne qu'il ressort des statistiques officielles que le Cameroun a importé au cours de l'année 2019, le volume record, jusque-là inégalé de 803.505 tonnes de riz ». Ce chiffre est révélé alors que les pouvoirs publics se disent engagés à renforcer la production locale.

La forte importation du riz intervient dans un contexte où le Cameroun ne manque pas de potentiel pour devenir autosuffisant sur le plan alimentaire. Le pays dispose, selon les données du ministère de l'Agriculture et du développement rural, de 9 millions d'hectares de terres arables (cultivables), des hommes et des femmes dynamiques, un climat favorable, etc... « Le seul élément qui manque malheureusement, c'est la volonté politique. Où en est-on avec la Banque agricole ? Où en est-on avec le projet d'une agriculture de seconde génération ? », observe un ingénieur agronome.

Pour lui, il est temps de sortir des dis-

cours et poser des actions concrètes. Dans son plan de développement du secteur rural pour la période 2021-2023, le gouvernement entend mener plusieurs actions. Notamment la promotion de la production locale des engrais et des semences issus des instituts de recherche nationaux. Ceci dans le but d'améliorer la production des biens et services qui grèvent le plus la balance commerciale entre autres le riz, le maïs, le blé, le poisson, le lait. Suivant le Document de programmation économique et budgétaire, une refiscalisation progressive et l'institution des contingents des importations de ces produits sont envisagées dès 2021 pour encourager leur production locale à grande échelle.

Pour y parvenir, le gouvernement opte pour l'import-substitution. Le Premier ministre Joseph Dion Ngute a déclaré le 2 juillet 2020 au cours d'un Conseil de cabinet spécial que divers facilités seront accordées aux producteurs nationaux, en vue de promouvoir le label « Made in Cameroon ». Il avait aussi souligné toujours dans ce sillage qu'un accent sera mis « sur l'amélioration de la rentabilité et de la compétitivité des entreprises publiques ». L'accélération de



la décentralisation, le désenclavement des bassins de production, la modernisation des infrastructures, la transformation et la commercialisation sur place des produits agro-pastoraux font également partie des priorités du gouvernement pour la période 2020-2023.

Hervé Fopa Fogang

ALERTE

Plus de 8 millions de fumeurs exposés au Coronavirus

La Coalition camerounaise contre le tabac (C3T) a entretenu la presse sur les risques encourus, le mercredi 29 juillet 2020 à Yaoundé.

L'illusion s'est bien vendue. L'industrie tabacole a depuis la survenue de la pandémie, laissé entendre que le tabac et la nicotine pouvaient être utilisés à titre préventif. Pourtant, il n'en est rien. C'est le sens de la communication de la Coalition camerounaise contre le tabac, du 29 juillet 2020. En effet, la C3T est engagée depuis quelque temps dans une campagne de lutte contre les manœuvres de l'industrie du tabac en temps de Covid-19 et surtout invite les pouvoirs publics à intégrer la relation entre le tabac et le coronavirus, dans la riposte gouvernementale.

Les chiffres font froid au dos. La prévalence du tabagisme au Cameroun fait état de 1 100 000 fumeurs actifs et près de 7 millions de fumeurs passifs. Pour un pourcentage de 8,9% d'adultes en 2013, 20 000 jeunes âgés de 13 à 15 ans (10,1%) sont des usagers réguliers des produits du tabac (GYTS 2014, Minsanté-OMS). En 2019 au Cameroun, l'on évaluait à 3 500 le nombre de décès liés au tabagisme,



pour 8 millions de décès par an au niveau mondial. Soit un taux de mortalité de 2,6% pour les fumeurs âgés entre 16-60 ans. Il faut rappeler que le 11 mai 2020, l'Organisation mondiale de la santé a indiqué qu'il n'avait pas suffisamment d'informations « pour confirmer un lien entre le tabac ou la nicotine dans la prévention ou le traitement de la Covid-19 ».

La plaidoirie

L'heure est assez grave. L'on ne saurait rester insensible, surtout en cette période de Coronavirus. Pour la C3T le gouvernement ne devrait plus attendre et gagnerait à tenir fermement le taureau par les cornes. Depuis l'entrée de la pandémie en terre ca-

merounaise, aucun lien n'a été évoqué par les pouvoirs publics entre la pandémie et le tabac. D'après l'OMS, le taux de mortalité dû à la Covid-19 est plus élevé pour les affections qui ont pour facteur de risque commun le tabagisme. « Que le gouvernement dise aux populations qu'ils courent un risque plus grave en fumant, si jamais vous êtes atteint de coronavirus », sollicite Prince Mpondo, chargé de la communication de la C3T.

Le tabac ne transmet certes pas le virus, mais s'illustre comme facteur aggravant car « en attrapant le covid19, tu es plus vulnérable que le non-fumeur ». Il est donc plus qu'important pour le gouvernement d'engager une franche sensibilisation sur cet aspect, sans hésiter d'employer même des mesures assez drastiques. Pourquoi ne pas copier les pays tels que l'Afrique du Sud, qui a interdit la vente des produits du tabac en cette période de crise sanitaire. Mieux encore, promouvoir des espaces non-fumeurs dans l'optique de protéger les populations.

En attendant la loi nationale anti-tabac, les fumeurs doivent savoir que « s'ils contractent le virus de la Covid-19, ils courent un plus grand risque de souffrir d'une infection grave car leur santé pulmonaire est déjà compromise ».

Julie Bilo'o Lindjeck

La prévalence du tabagisme au Cameroun fait état de 1 100 000 fumeurs actifs et près de 7 millions de fumeurs passifs.

PRODUITS ALIMENTAIRES

La hausse des prix se poursuit à Yaoundé en juin 2020

L'information est rendue publique par l'Institut national de la Statistique dans son rapport sur l'évolution des prix à la consommation finale des ménages, du mois sus-évoqué.

+ 0,1%. C'est le taux d'inflation de prix enregistré à Yaoundé au mois de juin 2020. Une augmentation qui n'a d'autre explication que la progression des prix des produits alimentaires, qui affichent +0,6%, en juin dernier. Le mois précédent, ils étaient de +0,9%. L'institut national de la Statistique vient de mettre à jour son rapport sur l'évolution des prix à la consommation finale des ménages, à la fin du sixième mois de l'année en cours. Une étude qui révèle néanmoins que les prix du logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles régressent de -0,4% après une stabilité de en mai 2020.

Les raisons de la hausse

Au-delà des produits alimentaires, l'augmentation des prix des meubles, articles de ménage et entretien courant

du foyer s'accroît (+0,3% après +0,2% le mois précédent). Pour expliquer l'inflation, l'INS explique que « l'augmentation des prix des produits alimentaires résulte surtout du renchérissement des prix de pains et céréales (+2,8% après -1,2% le mois dernier), des viandes (+1,8% après -1,8% le mois dernier), des sel, épices et sauces (+1,0% après -1,3% le mois dernier), des fruits (+0,2% après -2,7% le mois dernier) ainsi que du lait, fromage et œuf (+0,1% après -1,1% le mois dernier) ».

Tout comme les meubles, les prix des légumes reculent de 0,6% après avoir augmenté de 5,1% le mois dernier. Toutefois, le rebond des prix des pains et céréales est à mettre en lien avec la hausse des prix des céréales non transformées (maïs sec en grain, riz), ainsi que des farines, semoules et gruaux (farine pâtisseries). Les prix des viandes grimpent du fait de l'augmentation des prix de la viande de bœuf (+0,3% après +0,9% en mai) et surtout de la volaille (+10,5% après -6,5% en mai).

L'inflation en Rétro

Par rapport à la même période en 2019, le niveau des prix augmente d'une ma-



Au-delà des produits alimentaires, l'augmentation des prix des meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer s'accroît

nière générale. Notamment de 1,9%, après 2,1% en mai 2020. Une situation qui met toujours en cause les produits alimentaires qui gonflent de +4,8% après +4,7% le mois d'avant. Sont aussi sur le banc des accusés, les meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer ainsi que ceux des loisirs et culture.

Julie Bilo'o Lindjeck

ENTREPRENEURIAT AGRICOLE

Plus de 400 millions FCFA pour accompagner des producteurs

Lesdits investissements qui ciblent les régions de l'Est et de l'Extrême-Nord, ont pour but de promouvoir les initiatives locales et d'augmenter la production et la transformation des produits dans certaines filières.

40 organisations paysannes installées dans les régions de l'Est et de l'Extrême-Nord ont récemment reçu des allocations du gouvernement pour augmenter leurs productions à travers des projets d'investissement. C'est dans le cadre du Programme de consolidation et de pérennisation du conseil agropastoral (APC-Acefa). Ces associations ont reçu des chèques d'un montant de plus de 190 millions FCFA dans la région de l'Extrême-Nord et 250 millions FCFA ont été distribués dans la même optique à l'Est du pays.

Lesdits investissements ont pour but de promouvoir l'entrepreneuriat agricole et d'augmenter la production et la transformation dans certaines filières. Il s'agit notamment de l'élevage des porcs, la culture du maïs, la banane plantain et les cultures maraîchères, soutenus par le ministère de l'Agriculture et du développement rural (Minader) et le ministère de



l'Élevage, des pêches et des industries animales (Minepia). Les deux ministères assurent également l'accompagnement conseil et technico-économique des bénéficiaires. Avec ces nouvelles allocations, la région de l'Est compte désormais 217 projets financés dans le cadre du programme APC-Acefa, pour un

Avec ces nouvelles allocations, la région de l'Est compte désormais 217 projets financés dans le cadre du programme APC-Acefa, pour un montant global de 1,030 milliard FCFA.

montant global de 1,030 milliard FCFA. « La plus-value de ces investissements est visible » reconnaît Bouba Moumini, coordonnateur national du APC-Acefa.

Le coordonnateur explique que l'Extrême-Nord est l'une des régions les plus productives au niveau agricole, « raison de plus pour laquelle nous y mettons un peu plus d'accent pour y augmenter la productivité, parce que les débouchés existent » explique Bouba Moumini. Selon la Banque mondiale au Cameroun, 60% de la population active travaille dans le secteur agricole et dans la région de l'Extrême-Nord, la culture du Sorgho est très répandue. Les agriculteurs y pratiquent essentiellement une agriculture de subsistance.

La création de coopératives leur permet de booster leur production et de revendre à des entreprises agro-industrielles. Avec l'appui de la Banque mondiale, la Confédération régionale des organisations paysannes de la partie septentrionale du Cameroun (Cropsec Coop-Ca) est parvenue à vendre 200 tonnes de sorgho entre 2016 et 2017, soit un gain de 392 millions FCFA.

Jean Daniel Obama

PRÉVISIONS

La consommation de blé va augmenter en 2021

La FAO, table sur une hausse de 1,6% pour atteindre 2732 millions de tonnes.

L'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) indique que l'utilisation mondiale des céréales pour 2021 devrait atteindre un niveau record. La FAO table sur une hausse de 1,6% pour atteindre 2732 millions de tonnes. L'agence onusienne précise que l'utilisation pour la consommation humaine et animale et à des fins industrielles devrait se développer dans cette perspective.

Pourtant, la commercialisation de cette céréale connaît une période morose depuis plusieurs semaines à l'international. Les prévisions de la FAO indiquent d'ailleurs que la production pourrait baisser dans l'Union européenne en 2021. Au Cameroun, les données disponibles sur l'importation de blé font état de 547 milliards FCFA dépensés pour 3,6 millions de tonnes importées entre 2012 et 2017. Et 145 milliards FCFA pour 850 000 tonnes en 2018.

Selon une étude de l'Institut de recherche agricole pour le développement (Irad), depuis 2006, on observe un

recul des famines au Nord-Cameroun mais l'émergence des questions environnementales. A l'instar de l'érosion, la baisse de la fertilité des terres, le retard des pluies et l'apparition des stress hydriques au début et à la fin des campagnes agricoles.

Covid-19

Du fait de la propagation de la pandémie de Covid-19, de fortes menaces ont pesé sur la campagne agricole 2020 en Afrique et des prévisions alertaient sur la pénurie de semences agricoles. Le mil compte parmi les céréales ayant une haute valeur nutritive, supérieure à celle des céréales cultivées plus courantes comme le blé, le riz et le maïs. Sa présence dans l'alimentation humaine ou animale contribue à améliorer considérablement l'état de santé des consommateurs, en particulier celui des mères et de leurs enfants.

Selon l'Institut international de recherche agricole dans les régions tropicales semi-arides (Icrisat), en Afrique et en Asie plus de 90 millions de personnes dépendent du mil pour se nourrir et le sorgho constitue l'aliment de base de 500 millions de personnes dans plus de



30 pays. Cependant, dans les 50 dernières années, ces céréales ont été en grande partie abandonnées au profit de cultures plus populaires comme le maïs, le blé, le riz et le soja.

Jean Daniel Obama

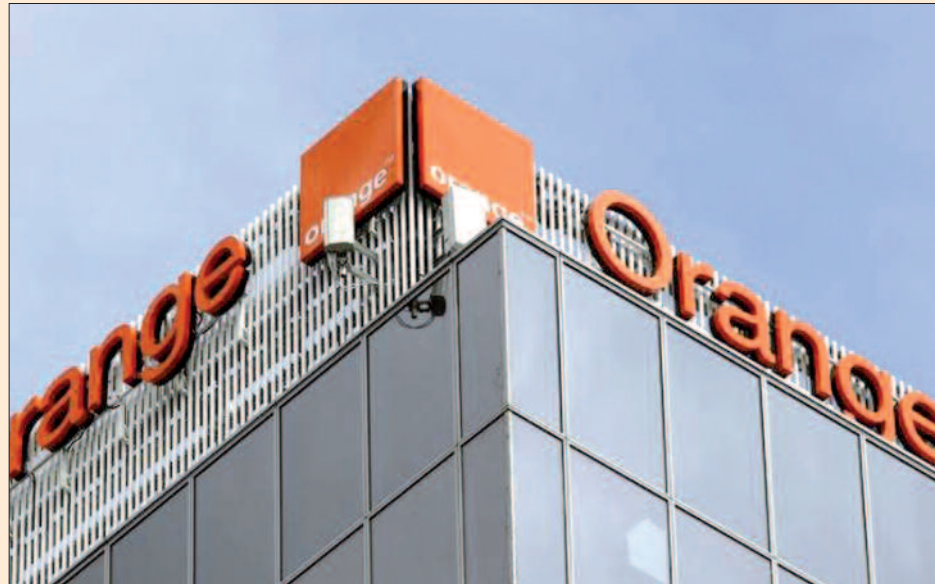
STRATÉGIE

Orange se met avec Google pour accélérer sa transformation digitale

Il s'agit d'un partenariat visant à développer de nouveaux services cloud, en particulier dans l'edge computing.

Fin décembre 2019, l'état-major d'Orange présentait son plan stratégique Engage 2025, qui doit définir les prochaines années. Suivant ce plan, Orange et Google Cloud ont annoncé le 28 juillet 2020, la création d'un partenariat stratégique pour accélérer la transformation IT et digitale d'Orange ainsi que pour développer de nouveaux services cloud, en particulier dans l'edge computing. Cet accord contribuera à l'objectif d'Orange tel que défini dans le plan qui vise à placer l'IA et les données au cœur de l'amélioration de son efficacité opérationnelle et de l'expérience client. Cette collaboration ouvre également la voie à de la co-innovation dans les services de cloud et d'edge computing, ainsi que de cybersécurité, créant ainsi de nouvelles opportunités commerciales pour Google Cloud et pour Orange.

Les deux entités travailleront ensemble étroitement pour assurer la réussite du partenariat. Google apporte



son savoir-faire en matière de technologies avancées dans le cloud, ses outils d'analyse de données et d'IA, ainsi qu'une démarche éprouvée d'accompagnement à la transformation. Orange mettra à profit son expertise en matière de services technologiques et de communications, ainsi que son infrastructure de réseau international. Il faut dire que, ce partenariat dit stratégique vient également élargir le portefeuille d'offres d'Orange Business Services avec les solutions Google

Cet accord contribuera à l'objectif d'Orange tel que défini dans le plan qui vise à placer l'IA et les données au cœur de l'amélioration de son efficacité opérationnelle et de l'expérience client.

Cloud dans les domaines de data analytics et de cloud à valeur ajoutée, renforçant ainsi la position d'Orange en tant qu'acteur de services multi-cloud pour les entreprises et leader européen dans la cybersécurité. Grâce à cet accord, Google Cloud renforce son rôle d'acteur majeur du cloud en Europe en proposant des technologies et services de pointe dans tous les secteurs d'activité, pour les petites et grandes entreprises.

À propos du partenariat, Stéphane Richard, Président-Directeur Général d'Orange, a déclaré : « Orange est un pionnier de la transformation digitale et nous sommes ravis de collaborer avec Google pour accélérer notre transformation dans le domaine des données et de l'IA et continuer à améliorer les services fournis à nos clients (...) ». Pour sa part, Sundar Pichai, Président-Directeur Général de Google et d'Alphabet, a affirmé : « la force du réseau d'Orange conjuguée à la plateforme Google Cloud va ouvrir la voie à de nouveaux services de cloud et d'edge computing de pointe pour le secteur des télécommunications en Europe(...) ».

Esther Fossi

AFRIQUE

La BAD accorde 27 millions dollars à l'UA pour renforcer l'Initiative de réponse au Covid-19

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé vendredi 24 juillet à Abidjan cette aide pour soutenir les efforts menés sur le continent contre la pandémie.

Elan de générosité de la BAD. La banque a accordé une ligne de financement de 27 millions de dollars à l'Union Africaine. Ce financement fait suite à une réunion du Bureau élargi de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA avec le secteur privé africain, organisée le 22 avril 2020 par visioconférence, sous la présidence de Cyril Ramaphosa, en exercice de l'Union africaine. La réunion du Bureau avait appelé à davantage de contributions au Fonds de réponse au Covid-19 de l'Union africaine mis en place, en mars 2020 par le président de la Commission Moussa Faki Mahamat. S'exprimant après l'approbation par le Conseil d'administration de cette opération, Akinwumi Adesina a déclaré : « Grâce à ce plan de financement, nous réaffirmons avec force notre engagement en faveur d'une réponse africaine coordonnée face à la pandémie de Covid-19. Plus important encore, nous montrons clairement que, s'il agit de manière

collective, le continent peut faire face à la pandémie qui met à rude épreuve les systèmes de santé avec des répercussions socioéconomiques sans précédent sur le continent ». A cet effet, la Banque indique que , 26,03 millions de dollars américains permettront de renforcer la capacité institutionnelle du Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC Afrique) afin de lui permettre de faire face aux urgences en matière de santé publique sur l'ensemble du continent, tandis que 1,37 million de dollars sera versé au Fonds de réponse au Covid-19 de l'UA.

Les deux subventions permettront notamment de concrétiser la mise en œuvre du Plan de préparation et de réponse à la pandémie de Covid-19 du CDC Afrique en renforçant la surveillance aux différents points d'entrée dans les pays d'Afrique. Le renforcement des capacités sous régionales et nationales de surveillance épidémiologique et garantiront la disponibilité de matériel permettant d'effectuer des tests ainsi que l'acquisition d'équipement de protection individuelle pour assurer la protection des agents de santé déployés en première ligne dans les secteurs sensibles. Le financement permettra également le recueil de données



Les deux subventions permettront notamment de concrétiser la mise en œuvre du Plan de préparation et de réponse à la pandémie de Covid-19 du CDC Afrique en renforçant la surveillance aux différents points d'entrée dans les pays d'Afrique.

désagrégées par genre ainsi que la mise à disposition de personnel qualifié pour le Centre d'opérations d'urgence du CDC Afrique.

« La réponse actuelle et le soutien que nous apportons à l'UA arrivent en temps et en heure et joueront un rôle essentiel en aidant l'Afrique à trouver des solutions pour renforcer sa résilience à cette pandémie et aux épidémies à venir », a déclaré Wambui Gichuri, vice-présidente par intérim chargée de l'Agriculture et du développement humain et social à la BAD.

Josiane J. Ondomboe

Covid-19 : comment les banques doivent participer activement et durablement au financement de l'Afrique

Il devient urgent pour le secteur bancaire africain de se mobiliser à la hauteur des enjeux qui impacteront sur le long terme la trajectoire de croissance que nous souhaitons donner au continent africain.

Si l'on en croit les chiffres, le pic de la crise de la Covid-19 en Afrique n'a pas été atteint, malgré une accélération de la progression de la pandémie depuis quelques semaines. Mais c'est une autre crise, plus pernicieuse, qui s'installe déjà sur le continent : une crise économique qui pourrait fragiliser à court et moyen terme les entreprises africaines, et notamment les PME.

Les raisons sont multiples : forte dépendance des économies africaines vis-à-vis de la Chine dont les achats de matières premières d'origine africaine ont été - avec le dynamisme des marchés locaux - l'un des moteurs de la croissance sur les dernières décennies; gel des exportations vers l'Asie et l'Europe; rapatriement des capitaux étrangers et ralentissement des investissements directs étrangers de l'Union européenne (entre -45% et -30%) et des États-Unis (entre -35% et -20%) vers le Maroc, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Ghana, le Kenya ou encore l'Éthiopie; choc de la demande domestique lié aux mesures de distanciation sociale... Les conséquences de la fragilisation d'une large partie du tissu économique africain peuvent être dommageables et durables.

On estime en effet qu'en Afrique, les PME représentent plus de 86% des entreprises, pourvoyant la majorité des emplois formels. Des faillites en cascade, si nous ne faisons rien, contribueraient mécaniquement à une hausse du chômage et à une augmentation du taux de pauvreté. En raison de l'évolution démographique, à moins de 3% de taux de croissance de son PIB, l'Afrique ne crée pas suffisamment de richesse pour faire reculer la pauvreté, or le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une récession économique de -1,6 % en zone subsaharienne en 2020.

Il devient alors urgent pour le secteur bancaire africain de se mobiliser à la hauteur de ces enjeux, qui impacteront sur le long terme la trajectoire de croissance que nous souhaitons donner au continent africain. Si les réponses ont d'ores et déjà été discutées au plan macroéconomique (financement des déséquilibres budgétaires publics et de la balance des paiements, moratoire sur la dette de certains États), une réponse microéconomique est, elle aussi, essentielle. Des moyens d'interventions pratiques et concrets sont attendus pour soutenir l'économie réelle. Nous devons notamment débloquent des liquidités pour financer et protéger le secteur des PME. Le niveau du crédit au secteur privé en pourcentage du PIB s'établit à moins de 30% en moyenne dans les pays d'Afrique subsaharienne. Il nous faut progresser.

Comment remédier à cette situation ? Si le constat est clair, les solutions sont encore à construire. En effet, la crise du covid-19 s'est accompagnée entre autres d'une baisse des recettes touristiques, des investissements directs étrangers et des transferts de migrants. Selon les calculs de la Banque mondiale, les transferts d'argent de migrants vers l'Afrique Subsaharienne pourraient diminuer de 23,1% en 2020. En parallèle de cette baisse des ressources, des demandes de report d'échéances voire des risques de défauts de paiements, encore limités, peuvent à terme dégrader le bilan des établissements bancaires - lesquels doivent, selon un « effet ciseau » pourvoir toujours plus aux besoins de financements des entreprises et des porteurs de projets.

Il devient donc urgent de mobiliser des solutions adaptées et novatrices pour renforcer les capacités de financement des banques et les laisser jouer le rôle qui est le leur : accompagner durablement les économies du continent. À leurs côtés, plusieurs acteurs doivent se mobiliser : les gouvernements, les banques centrales, les banques de développement, les bailleurs de fonds internationaux, les investisseurs institutionnels, les fonds



La récession qui guette notre continent est une grande première depuis 25 ans. Face à situation, les solutions sont nombreuses, j'en ai cité quelques-unes. À nous désormais, banques et acteurs financiers, de participer activement et durablement au financement de l'Afrique.

d'investissement, les marchés boursiers nationaux et les épargnants.

Pour prévenir les crises de liquidité à court terme et laisser respirer le secteur bancaire, les banques centrales ont promptement réagi en facilitant le refinancement des banques commerciales et en baissant leurs taux d'intérêts directeurs, ce qui a permis aux banques de continuer à accompagner les clients les moins impactés par la crise sanitaire ainsi que ceux dont l'activité s'est révélée essentielle à la survie des populations. Selon la durée de la crise, il pourrait s'avérer nécessaire d'aller plus loin dans les mesures d'assouplissement prises. Il est primordial de traiter également plus en profondeur la question de la solvabilité des banques commerciales pour prévenir un effet de latence dans la dégradation des portefeuilles mesurée avec les règles prudentielles pré Covid-19.

Les débats passionnés sur les questions monétaires, en Afrique francophone notamment, ne doivent pas nous faire perdre de vue ce qui est essentiel : le développement se finance avec l'épargne et non pas avec de la monnaie. De façon simple et concrète, l'épargne est la part de revenu que la collectivité s'abstient de consommer pour préparer l'avenir. Cette épargne ne doit pas être stérilisée dans les bas de laine ou dans les caisses. Notre industrie doit mieux faire en matière de collecte et de recyclage de l'épargne domestique. Avec des taux d'épargne aux alentours de 20% du PIB en moyenne, nous sommes loin du compte. Il nous faut passer le cap des 30%. Il me semble que la mobilisation de l'épargne populaire est aujourd'hui facilitée entre autres choses par la digitalisation pour laquelle la jeunesse africaine excelle si l'on en juge par le dynamisme des Fintech innovantes sur le continent. Il nous faudra accompagner ce mouvement avec enthousiasme et audace.

Une des craintes que l'on peut avoir est relative à l'impact des difficultés de nos clients sur la qualité de nos ratios de solvabilité. Fort heureusement, la boîte à outils à la disposition des différents acteurs n'est pas vide, loin s'en faut. C'est l'occasion de renouveler un ancien plaidoyer pour une meilleure interconnexion entre banques et marchés de capitaux. Le nombre d'établissements bancaires africains qui font appel aux bourses de valeurs pour augmenter leurs fonds propres reste relativement faible alors même que certains de nos marchés boursiers ont fait la preuve de leur profondeur et restent largement décorrélés des principaux marchés internationaux, gardant ainsi tout leur potentiel de diversification pour les investisseurs internationaux. La gouvernance renforcée et la plus grande transparence que l'exercice d'introduction en bourse requiert sont des gages de pérennité.

La question de la taille et du nombre de banques sur nos marchés reste une question ouverte. S'il est trop tôt pour dire si un mouvement de concentration se profile à l'horizon, force est de constater que certains de nos marchés comportent une multitude de « petits » établissements qui pourraient

plus souffrir de la crise que les établissements plus grands.

La titrisation des créances bancaires pourra également être mise en œuvre dans le contexte actuel sans que l'on puisse y voir un risque de désintermédiation excessif. Le cadre réglementaire existe dans certaines de nos juridictions de même que les agences de notation, dont le rôle gagnerait à être reconnu et renforcé.

Nous devons également faire des efforts pour rendre nos bilans plus lisibles au plan sectoriels et thématiques de manière à mieux orienter les financements des bailleurs internationaux vers le secteur privé par la mise en place de systèmes innovants, comme - entre autres - le recours aux garanties partielles de crédit (GPC) et garanties partielles de risques (GPR). Il s'agirait par exemple pour les banques de développement du continent et autres fonds de garantie, d'utiliser leur statut de créancier privilégié et leur signature pour aider les emprunteurs éligibles à obtenir des financements de la part d'investisseurs tiers, y compris sur les marchés de capitaux, en offrant ces différents types de garanties de manière plus volontariste.

Nous devons également repenser notre accompagnement des talents de demain, en créant les mécanismes leur permettant l'accès au crédit dans de meilleures perspectives de fiabilité. Notre objectif doit être de faire levier sur l'intervention de réseaux bancaires, microfinance ou financements publics, destinés à la capitalisation des jeunes ou petites entreprises ou entreprises innovantes, pour leur permettre de mieux affronter les périodes de création, de consolidation ou de crise. Le rôle du secteur bancaire est également d'accompagner le changement, d'épouser les nouveaux comportements de nos clients. La digitalisation de nos produits et de notre mode de fonctionnement devient indispensable pour réaliser des gains de productivité. Les technologies digitales - qui se sont révélées indispensables pour maintenir la distanciation sociale tout en assurant la continuité du service - doivent permettre d'améliorer et de sécuriser nos relations clients et notre capacité de conseil.

La crise de la Covid-19 nous a montré à quel point notre économie pouvait être vulnérable aux chocs exogènes. Pour limiter cela, une plus grande résilience doit passer par des solutions endogènes. J'ai mentionné plus haut la nécessité pour les banques africaines de mieux exploiter le potentiel de l'épargne africaine. D'autres acteurs tels que les fonds de capital développement ont un rôle déterminant à jouer dans ce cadre. Ainsi, la part des réserves financières des compagnies d'assurances et des caisses de retraite investie dans les fonds de capital-développement doit être significativement relevée. L'effort d'adaptation des textes réglementaires en ces matières n'est pas prométhéen, en tous cas nous le devons aux jeunes africains. Cette croissance attendue de l'industrie du private equity entraînera la croissance des marchés boursiers africains, dont le développement offrira en retour aux fonds d'investissement et aux entrepreneurs des débouchés de sorties et de levées de fonds dans une dynamique vertueuse. Je terminerai par le développement du commerce intra-africain qui était perçu comme une nécessité par les signataires de la Zleca, mais qui se donne à voir aujourd'hui comme une opportunité unique de redynamiser la croissance du continent sur des bases plus vertueuses. Les exportations intra-africaines représenteraient entre 16 et 20% des exportations totales selon différentes sources, contre 70% du côté de l'Union européenne et 60% environ pour les exportations intra-asiatiques. Il me paraît difficile de ne pas croire en une opportunité d'industrialisation pour servir un marché de plus d'un milliard de consommateurs. La récession qui guette notre continent est une grande première depuis 25 ans. Face à situation, les solutions sont nombreuses, j'en ai cité quelques-unes. À nous désormais, banques et acteurs financiers, de participer activement et durablement au financement de l'Afrique.

Par Ferdinand Ngon Kemoum,
administrateur directeur général d'Oragroup.
Source : Tribune d'Afrique

COVID-19
**#BARRONS
#LA ROUTE**
Soyons responsables



EN CAS DE SYMPTÔMES

**POUR VOUS PROTÉGER ET PROTÉGER
VOS PROCHES APPELEZ LE 1510**

RESPECTONS LES MESURES PRESCRITES PAR LE GOUVERNEMENT
POUR LIMITER LA PROPAGATION DE LA MALADIE



Évitez les foules



Évitez les poignées
de main et embrassades



Respecter les
distances de sécurité



Évitez de vous toucher
les yeux, le nez
et la bouche

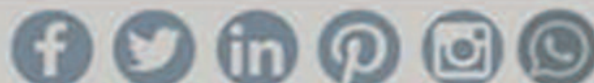


Couvrez votre bouche
et votre nez quand vous
toussez ou éternuez



Lavez-vous souvent
les mains (au moins
10 secondes)

© Cbm Strategies
MAPS 2020





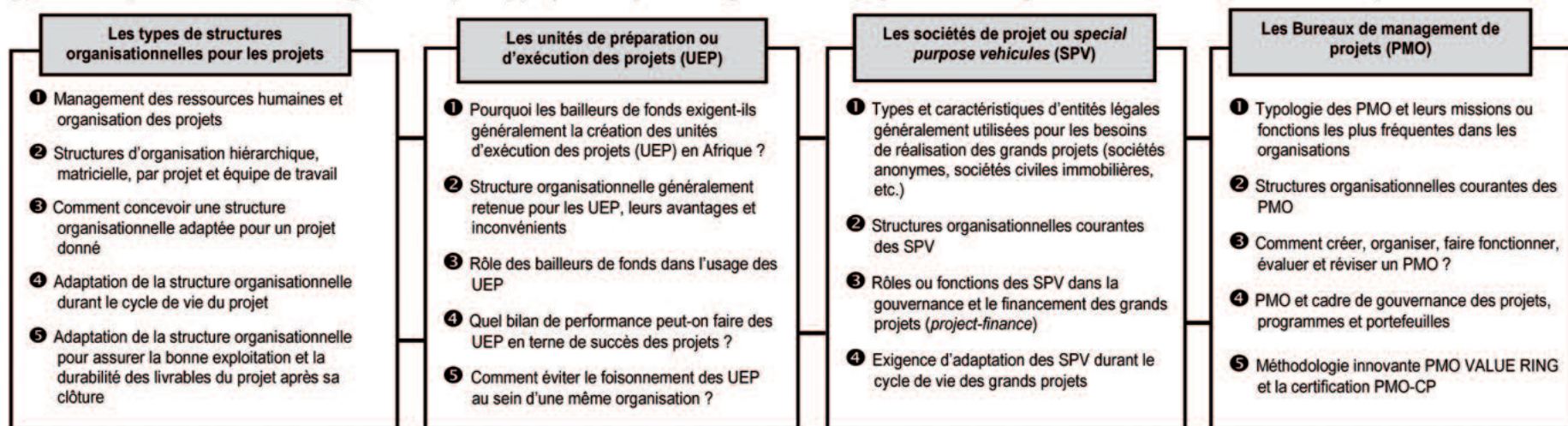
La firme **Prescriptor Ltd** organise avec le partenariat stratégique du **Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)**, le partenariat technique de **PMO Global Alliance** et le concours de ses Partenaires, Sponsors et Annonceurs nationaux, africains et internationaux

Du 28 au 30 octobre 2020 au Palais des Congrès de Yaoundé

La 3^{ème} Edition de la **Pan-African Project Management Conference**

Thème : « **Comment Réussir l'Organisation des Projets en Afrique** »

La 3^{ème} Edition de la **Pan-African PMC** ambitionne d'apporter des **solutions concrètes en matière d'organisation adéquate des projets en Afrique** notamment les projets industriels et d'infrastructures. Cette 3^{ème} Edition permettra aux **Participants d'acquérir les connaissances opérationnelles et les bonnes pratiques** à travers les communications professionnelles, les supports techniques exclusifs et les échanges sur les quatre (4) aspects ci-après de l'organisation des projets durant leur cycle de vie, leur mise en service et leur exploitation-maintenance :



Les sessions et les échanges de transfert des connaissances et bonnes pratiques seront conduits par des **Experts Conférenciers Internationaux** notamment :



Thomas Walenta
(Allemagne)

Vinod Manikkara
(Inde)

Peter Taylor
(Royaume-Uni)

O. Chima Okereke
(Nigéria)

Teri Okoro
(Royaume Uni)

Jennifer Sharp
(Etats-Unis)

Ben Bolland
(Hollande)



Amin Saidoun
(Allemagne-Algérie)

Lynda Amadagana
(Cameroun)

Herman van Zyl
(Afrique du Sud)

Darya Duma
(Canada)

Carmine Paragano
(Italie)

Rania Al-Maghraby
(Egypte)

Pedro Engrácia
(Portugal)

CIBLE : Vous êtes **décideurs publics, managers des grandes, moyennes et petites entreprises, entrepreneurs, professionnels de management de projet, de programmes et de portefeuilles, responsables de la planification, des études et des projets, ingénieurs, conseillers techniques, porteurs de projet, fonds d'investissement, investisseurs, banquiers, financiers, normalisateurs, universitaires, managers de PMO, chercheurs, étudiants.** Cet événement professionnel est calibré pour vous.

Offre d'opportunités pour les organisations :
Participez à la Conférence comme Partenaires, Sponsors, Exposants et Annonceurs.

Package du Participant : (i) des connaissances, des savoir-faire et des savoir-être opérationnels en matière d'organisation des projets ; (ii) toutes les présentations et communications ; (iii) le partage d'expérience et le réseautage professionnel, (iv) l'achat des normes, logiciels, ouvrages & supports spécialisés, (v) l'acquisition de PDU pour les certifiés du PMI, (vi) une attestation de participation à la Conférence, (vii) l'accès gratuit aux stands des exposants, pauses café et déjeuners, (viii) un sac avec Catalogue de la Conférence et (ix) le Rapport Final de la Conférence.

Session de Certification Internationale en Management de Bureaux de Projets (PMO)

Comment créer, organiser, exploiter, évaluer et réviser un PMO efficient dans une organisation ?

La méthodologie PMO VALUE RING, formalisée par un logiciel dédié, est la voix de la communauté mondiale des professionnels du PMO qui démontre ce qui peut vraiment augmenter les chances de succès des PMO. La certification **PMO Certified Practitioner (PMO-CP®)** est délivrée par **PMO Global Alliance®** aux professionnels qui en démontre la maîtrise. La toute 1^{ère} session en présentiel en Afrique de celle-ci sera organisée à Yaoundé en marge de la 3^{ème} édition de la **Pan-African PMC**. **Nombre maximum de candidats : 40**

Site Web : www.pmovaluering.com/en/

Coût par candidat : 429 300 FCFA soit 654 Euros ou 715,5 dollars E-U



Mario Trentim (Instructeur)
CEO, PMO Global Alliance

Inscrivez-vous dès maintenant
comme **Délégué** ou **Candidat** à
la certification **PMO-CP**

N°	Type	Coût (EUR)	Coût (US\$)	Coût (FCFA)
1.	Institutions	267	283	175 000
2.	Particuliers	114	126	75 000
3.	Etudiants	53	59	35 000

Contacts de l'Equipe d'Organisation
Tel. : (+237) 677 22 64 69 / 677 96 91 58
E-mail : mama.ndjana@prescriptor-consulting.com
babissakana@prescriptor-consulting.com
Site Web : www.pan-african-pmc.africa